

## Les dollars de Kadhafi n'ont plus d'odeur



Patrick Kovarik AFP/Archives/ *Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi le 25 juillet 2007 à Tripoli*

Autrefois infréquentable, Mouammar Kadhafi fait un retour remarqué à Paris, où il n'était pas venu depuis... 1973. Le responsable des attentats de Lockerbie (en Ecosse) et contre la compagnie française UTA (voir encadré) entame aujourd'hui, à l'invitation de Nicolas Sarkozy, une visite officielle de cinq jours, avec une liste de courses dans le domaine de l'armement franchement impressionnante.

### Malaise à gauche

Ce n'est pas une surprise. Lors de la visite du président français en Libye, le 25 juillet dernier, juste après la libération des infirmières et du médecin bulgares, les deux chefs d'Etat avaient conclu un accord de coopération nucléaire et militaire.

L'opposition socialiste ne cache pas son «malaise». Jean-Marc Ayrault, Didier Migault et Pierre Moscovici ont même promis de boycotter la visite du «Guide de la Jamahiriya libyenne» à l'Assemblée nationale, mardi. Au sein de la majorité aussi, quelques-uns, comme Hervé Mariton et [Rama Yade](#), ont fait savoir le peu d'enthousiasme que leur inspirait l'invitation. De nombreuses ONG militant pour les droits de l'homme ont, quant à elles, pointé une «diplomatie business».

Au sommet de l'Etat, en revanche, on se dit «heureux» à l'idée de ramener dans le giron de la «respectabilité internationale» un ancien paria. «Il a sa personnalité, il a son tempérament, ce n'est pas moi qui vais le juger», a affirmé Sarkozy ce week-end, après que le dirigeant libyen eut estimé en marge du 2e sommet Europe-Afrique de Lisbonne qu'il était «normal que les faibles aient recours au

terrorisme».

Il faut dire que le sulfureux Kadhafi fait un retour en diplomatie avec un porte-monnaie bien plein - ses réserves sont estimées à 240 milliards de dollars. Tripoli espère donc repartir samedi avec quelques Airbus (la commande serait de 3 milliards d'euros), mais aussi un réacteur nucléaire et une dizaine de Rafale. Ce n'est pas tout. Le pays, qui a subi plus de dix ans d'embargo, est en pleine reconstruction. Les entreprises de BTP aussi risquent de se bousculer au portillon de l'hôtel de Marigny.

Armelle Le Goff

20 Minutes, éditions du 10/12/2007 - 07h36

dernière mise à jour : 10/12/2007 - 08h37

parole de democrate